



Monsieur le directeur académique

Mesdames et Messieurs les membres du CTSD

Pour le SE-Unsa, l'expression du président devant les recteurs continue d'entretenir le flou, source d'inquiétudes légitimes, alors que le système éducatif a besoin d'être associé et rassuré pour commencer à être réparé.

Le président de la République a dressé un constat assez sombre de l'état de l'École mais ne semble pas faire le lien avec la politique conduite durant son premier quinquennat. Bien qu'il répète vouloir une nouvelle méthode, il ne réussit pas à en changer. Il propose déjà un certain nombre de « solutions » personnelles, comme pour la voie professionnelle, sans tenir compte de la complexité des sujets à laquelle les personnels se heurtent tous les jours, notamment du fait de réformes toutes fraîches et mal conçues sous l'empressement politique. Il en va de même pour une nouvelle réforme de la formation initiale des enseignants alors que la dernière a connu sa première session de concours au printemps et a accéléré la crise aigüe du recrutement de cette rentrée.

Il a réaffirmé un salaire de 2000 € pour les débuts de carrière mais n'a toujours pas dit à qui cela s'adresse. **Pour le SE-Unsa, il faut revaloriser les métiers de l'éducation dès l'année de stage. Cette revalorisation doit aussi s'adresser de façon importante à ceux qui sont déjà en fonction. Le président a redit sa volonté de rémunérer de nouvelles missions pour les volontaires. Le SE-Unsa souhaite qu'il commence par reconnaître l'ensemble des missions accumulées depuis de longues années** comme le suivi individualisé des élèves notamment en situation de handicap, l'accompagnement à l'orientation, ou encore la conception et la conduite de projets pédagogiques, par exemple. **Il doit aussi reconnaître la charge de travail devenue très lourde.**

Il a rappelé sa volonté de soutenir les projets pédagogiques dans sa logique d'école du futur.

Le SE-Unsa rappelle à son tour que les projets d'école et d'établissement ont été lancés il y a plus de 30 ans, qu'ils se sont épuisés faute de moyens et qu'ils ont souffert de la normalisation pédagogique descendante depuis la rue de Grenelle ces 5 dernières années.

Pour le SE-Unsa, alors que le Service public d'éducation s'approche d'un point de

rupture, il est urgent d'ouvrir sérieusement ces sujets importants, sans intentions cachées et sans idées préconçues et avec un calendrier permettant de construire avec les professionnels plutôt que de les soumettre à des effets d'annonce. Il faut aussi s'attaquer à d'autres défis comme la mixité sociale dans l'École ou l'impact de la pauvreté sur la scolarité des élèves. Ces sujets continuent d'être passés sous silence alors qu'ils sont déterminants.

Le SE-Unsa a déjà alerté le Conseil d'évaluation de l'École sur la charge de travail supplémentaire induite par cette évaluation de l'école, pour les équipes pédagogiques et surtout pour les directeurs et directrices. Pour le SE-Unsa74, l'évaluation de l'école ne peut pas être un temps de travail supplémentaire. Il est indispensable qu'à minima les équipes disposent de moyens et de modalités de mise en œuvre favorables au travail collectif et que celles-ci se fassent sur la base du volontariat. Les collègues n'ont pas besoin de ces évaluations pour connaître leurs besoins.

Enfin, il faudra également que si ces évaluations se tiennent, elles débouchent sur des actions concrètes (formations, moyens supplémentaires).

S'il fallait encore un exemple de la difficulté de nos métiers, localement, la rentrée s'annonce encore bien compliquée avec les difficultés de recrutement. L'hiver va être compliqué lorsque le besoin de remplacements se fera sentir.

Emmanuel FUSS

Jean-Michel FRANÇOIS